



Communiqué de la FSU

1er mai : ensemble pour gagner le changement !

En cette journée internationale du travail, tous les salariés, les chômeurs, les jeunes et les retraités attendent du gouvernement qu'il engage une politique au service du progrès social pour tous, une politique qui donne sens aux valeurs de justice sociale, de solidarité, de démocratie et d'égalité.

Partout en Europe, les peuples expriment leur exigence de justice sociale, de démocratie et revendiquent un juste partage des richesses. La crise économique et financière qui sévit depuis plus de 5 ans a aussi en France, des conséquences sociales dramatiques : chômage galopant, développement de la précarité, déclassement, baisse du pouvoir d'achat et des pensions, accroissement des inégalités, ... Les politiques d'austérité, menées partout en Europe ont échoué.

Le gouvernement doit maintenant rompre avec cette logique. Une réforme fiscale d'ampleur s'impose. Sans augmenter les ressources des finances publiques, il ne sera pas possible de faire face aux besoins.

La crise économique et sociale se double désormais d'une crise politique qui présente le risque pour la démocratie du développement de forces porteuses d'exclusion, de racisme, de xénophobie, de recul démocratique...

Dans ce contexte, la Fonction publique et les services publics doivent être mieux reconnus. Ils ont déjà prouvé leur rôle « d'amortisseur social » dans cette période de crise. Ils sont aussi un puissant levier pour sortir de la crise. Il faut les conforter et les développer afin qu'ils puissent rendre des services de meilleure qualité à tous les usagers sur tout le territoire et qu'ils soient des outils appropriés pour réaliser les mutations économiques, écologiques ou culturelles à venir.

Et, comme les salariés du privé, les agents de la Fonction publique ne peuvent attendre plus longtemps une juste reconnaissance de leur travail et la revalorisation de leurs salaires.

La FSU demande que lors de la prochaine conférence sociale, le gouvernement engage une politique résolue pour l'emploi privé et public, le pouvoir d'achat, la protection sociale qui restent les préoccupations majeures des citoyens. Il doit également y inscrire des mesures pour assurer l'action de la Fonction publique et en faveur de ses agents. Il est aussi urgent de mettre un terme à la précarité dans la Fonction publique.

En ce 1er mai, journée internationale de solidarité, la FSU porte des propositions ambitieuses et les défend avec les personnels. Ce sont les conditions pour gagner le changement.

Elle ne se résigne pas non plus à la division syndicale. Dans un contexte difficile pour les salariés et les chômeurs, alors que se profilent de nouveaux risques de régressions sociales (comme par exemple sur les retraites), elle appelle au rassemblement afin de peser sur les choix d'avenir

PRESSE-FSU

Guillaume PRIOUX
01 41 63 27 40
06 50 00 35 73
presse@fsu.fr